

CHAPITRE 4: LES CONTRAINTES IMPOSÉES AU RÉGIME FÉDÉRAL DES PRESTATIONS FAMILIALES

INTRODUCTION

Le gouvernement fédéral est le principal pourvoyeur de programmes de prestations visant spécifiquement les enfants. Toute tentative de révision globale du régime se heurte à plusieurs contraintes, dont la principale est d'ordre financier ou budgétaire. L'effet combiné de la récente récession, des orientations prises par les gouvernements précédents et du niveau élevé des taux d'intérêt s'est traduit par une succession de déficits importants que le gouvernement actuel s'est engagé à réduire sensiblement, ce qui limite sérieusement sa marge de manoeuvre.

Parmi les objectifs essentiels de tout gouvernement, figure la nécessité de favoriser le bon fonctionnement de l'économie. Les programmes de transferts sociaux et l'activité du secteur public, considérée dans son ensemble, exercent une influence à cet égard; voilà encore une réalité dont il faut tenir compte au moment des choix d'orientation. Les effets économiques de la politique sociale représentent donc un ensemble de contraintes qui, bien que liées aux contraintes budgétaires, ont des conséquences différentes quant aux orientations retenues.

En second lieu, d'autres facteurs, d'ordre démographique ceux-là, influencent l'action gouvernementale, car ils déterminent la nécessité des prestations et l'aptitude des pouvoirs publics à en accorder. Le principal élément statistique à considérer à cet égard est le ratio de dépendance, ou la population dépendante, par rapport à la population de soutien, c'est-à-dire les personnes qui génèrent les ressources économiques nécessaires au soutien des personnes dépendantes.

Enfin, les programmes fédéraux ne sont pas les seuls qui soient offerts dans ce domaine. En effet, les provinces accordent différentes prestations sociales sur lesquelles les modalités d'octroi des prestations fédérales peuvent avoir une certaine incidence. Pour changer le régime des prestations fédérales, il sera sans doute nécessaire de conclure un accord fédéral-provincial. Toutes ces contraintes agissent non seulement sur le montant des prestations sociales, mais également sur leur structure et sur leurs modalités d'octroi.

LES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES

À l'heure actuelle le déficit budgétaire du gouvernement fédéral est encore très élevé par rapport à ce qu'il a été par le passé. Il vient tout juste de passer en dessous de la barre des 30 milliards de dollars, et il devrait continuer pendant plusieurs années de dépasser 5 p. 100 du PNB. Il semble